

►►► une autre dépendance à l'export, la Chine et l'Espagne absorbant respectivement 40 % et 13 % des exportations cubaines en 2022. Les approvisionnements extérieurs sont un peu plus diversifiés, la majorité des importations cubaines provenant d'Espagne (23 % en 2022), de Chine (12 %), des États-Unis (10 %) et du Brésil (8 %).

Cuba affronte par ailleurs de sérieux problèmes énergétiques : les centrales thermoelectriques vieillissantes et la difficulté à s'approvisionner en pétrole ont provoqué une panne géante en octobre. Les fournisseurs de pétrole se sont encore raréfiés alors que le Venezuela est plongé dans une crise politique et subit des sanctions américaines et limitant ses exportations. Le Mexique est également devenu un pourvoyeur de pétrole depuis la présidence d'Andrés Manuel Lopez Obrador (2018-2024), mais l'arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump pourrait signifier la fin de cette aide.

Le régime communiste n'a pas relâché la pression sur la contestation depuis les manifestations historiques du 11 juillet 2021 contre lui. Selon l'organisation espagnole Pri-soners Defenders, qui défend les prisonniers politiques à Cuba et dans des pays asiatiques, 896 personnes sont toujours emprisonnées pour avoir participé à cette journée de protestation. ■ ANNE VIGNA

DOMINICAINE (RÉP.)



CHEF DE L'ÉTAT Luis Abinader
SUPERFICIE 49 000 km²
POPULATION (HAB.) 11,4 millions
PIB (MD\$) 126,2 **CRÔISSANCE** 5,1 %
CHÔMAGE 6 %
MONNAIE peso (0,01 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 2,8 (112*)

Au pouvoir depuis mai 2020, le président, Luis Abinader, a été réélu le 19 mai 2024, dès le premier tour du scrutin présidentiel, avec 57,4 % des voix. Le dirigeant cen-

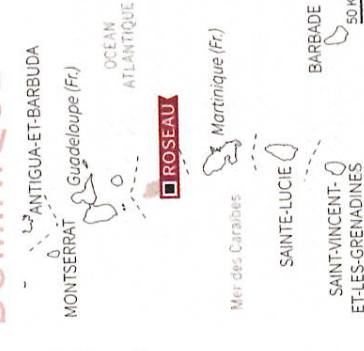
triste avait fait campagne sur son bilan économique et sur sa politique de fermeté vis-à-vis de l'immigration en provenance d'Haïti. Sa formation, le Parti révolutionnaire moderne, a emporté, avec ses partisans, une large majorité de 146 sièges sur 190 à la Chambre des députés et de 29 sièges sur 32 au Sénat, lors des élections générales organisées le même jour.

Le 2 octobre, Luis Abinader a annoncé sa décision, avec effet immédiat, d'expulser « jusqu'à 10 000 immigrants par semaine » vers Haïti, en sécurité, sur fond de querelle diplomatique entre les deux voisins caribéens de quelque 11 millions d'habitants chacun.

Selon le Fonds monétaire international, le taux de croissance de la République dominicaine devrait rebondir, à 5,1 % en 2024, après 2,4 % l'année précédente. En plein boom, le tourisme représente 15 % de l'activité économique dans ce pays qui exporte principalement des minerais et des produits agricoles. ■

JEAN-MICHEL HAUTEVILLE

DOMINIQUE



CHEFFE DE L'ÉTAT Sylvanie Burton
PREMIER MINISTRE Roosevelt Skerrit
SUPERFICIE 750 km²
POPULATION (HAB.) 72 500
PIB (MD\$) 0,7 **CRÔISSANCE** 4,6 %
CHÔMAGE n. c.
MONNAIE dollar des Caraïbes orientales (0,35 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 2,2 (126*)

Au bout de cinq ans de procédure, la Haute Cour de justice de la Dominique a abrogé, le 22 avril, deux lois datant de 1873 qui punissaient d'emprisonnement les relations entre personnes de même sexe. Par cette décision, ce micro-État de 72 500 habitants devient le quatrième pays caribéen à dépénaliser l'homosexualité en deux ans. Le 5 mars, le gouvernement irlandais a annoncé la fin de l'exemption de visa pour les ressortissants

dominiqais, huit mois après une décision similaire du Royaume-Uni. Comme son voisin, l'Irlande accuse de laxisme les autorités locales lors de la vente de passeports dans le cadre du programme de « citoyenneté par l'investissement » (CBI), qui représente près de la moitié des recettes de cet État membre du Commonwealth. Le 6 juin, le gouvernement dominicain révoque la nationalité de 68 investisseurs naturalisés entre 2019 et 2022, arguant que ces individus avaient obtenu leur citoyenneté « de façon frauduleuse ».

Soutenue par des investissements dans de grands projets d'infrastructure (financés principalement par les recettes du programme CBI), tels qu'une nouvelle centrale géothermique et un futur aéroport international, l'activité économique devrait s'accroître de 4,6 % à la Dominique en 2024, selon les prévisions du Fonds monétaire international, après 4,7 % en 2023. ■

J.-M. HA.

GRENADE



CHEF DE L'ÉTAT Charles III
PREMIER MINISTRE Dickon Mitchell
SUPERFICIE 334 km²
POPULATION (HAB.) 117 000
PIB (MD\$) 1,4 **CRÔISSANCE** 3 %
CHÔMAGE n. c.
MONNAIE dollar des Caraïbes orientales (0,35 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 2,7 (115*)

Si nous pouvons trouver des milliards pour résoudre la crise climatique », a lancé Dickon Mitchell lors de son allocution à la COP29, en novembre 2024, en Azerbaïdjan. Le premier ministre de la Grenade a appelé la communauté internationale à remédier au manque de financements nécessaires aux petits États insulaires en développement pour surmonter les effets du dérèglement climatique. Le 1^{er} juillet, l'ouragan Beryl frappait de plein

fouet ce micro-État de 117 000 habitants. Ce cyclone exceptionnellement précoce et puissant a causé six décès et occasionné des dégâts estimés à 430 millions de dollars (406 millions d'euros) à la Grenade, soit près du tiers de son produit intérieur brut annuel.

Le 19 août, cet État membre du Commonwealth devenait le premier pays du monde à utiliser une clause dite « ouragan » dans le remboursement de sa dette. Cette disposition a permis au gouvernement grenadien de repousser deux échéances, pour un total de 12,5 millions de dollars.

Malgré les ravages considérables de l'ouragan Beryl sur l'agriculture et la pêche, le PIB de la Grenade devrait tout de même croître de 3 % en 2024, après 4,7 % en 2023, selon le FMI, grâce au démarrage des efforts de reconstruction et à la résilience du secteur touristique. ■

J.-M. HA.

GUATEMALA



CHEF DE L'ÉTAT Bernardo Arevalo (élu le 20/08/2023 ; en fonctions depuis le 15/01/2024)
SUPERFICIE 109 000 km²
POPULATION (HAB.) 18,4 millions
PIB (MD\$) 112,4 **CRÔISSANCE** 3,5 %
CHÔMAGE n. c.
MONNAIE quetzal guatémaltèque (0,12 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 1,1 (154*)

Après une tentative d'invalider son élection, le président, Bernardo Arevalo, est menacé de destitution depuis qu'il a pris les commandes du pays, en janvier 2024. A trois reprises, le ministère public a demandé à la Cour suprême de lever son immunité pour cause de corruption. Son parti, Semilla (« graine », centre gauche), fait également l'objet de procédures judiciaires et M. Arevalo n'a pas obtenu le départ de la cheffe du parquet, Consuelo Porras, qui mène ces litiges aux côtés d'une élite économique et militaire bien décidée à ne pas laisser agir ce président progressiste.

Les réformes proposées par Bernardo Arevalo pour lutter contre la corruption et pour améliorer la transparence n'ont pas été adoptées au Congrès, où Semilla est en minorité. Sans l'aval du législatif, le chef de l'État a cependant lancé de grands chantiers, notamment dans les domaines de l'éducation, du logement et de la santé, et souhaite faciliter l'accès à l'eau potable et à l'électricité. Il espère ainsi améliorer les indicateurs sociaux dans un pays où 59 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et où la malnutrition infantile touche 47 % des enfants de moins de 5 ans, en particulier les indigènes.

En 2024, le Fonds monétaire international note que la croissance attendue de 3,5 % est revenue à la moyenne des cinq années pré-Covid (2015-2019). Et qu'avec une inflation maintenue autour de 4 %, contre 9,2 % en 2022, la richesse par tête a crû de 10 % entre 2019 et 2024.

Bien qu'affaibli et menacé sur la scène nationale, Bernardo Arevalo a obtenu un soutien international d'envergure, notamment du Mexique, des États-Unis et de l'Union européenne, tant pour des projets d'infrastructures que pour le maintien de la lutte contre la corruption et le crime organisé. La nouvelle présidente mexicaine, Claudia Sheinbaum, compte poursuivre la coopération en matière de migration avec son voisin du Sud et intégrer le Guatemala dans son projet ferroviaire avec l'État du Chiapas. De plus, le chef du parquet spécial contre l'impunité (FECI), Rafael Curruchiche, et Consuelo Porras sont toujours sous le coup de sanctions européennes et américaines pour leurs actions « compromettant la démocratie et l'état de droit », selon Bruxelles. ■

AN. VI.

HAÏTI



CHEF DE L'ÉTAT Conseil présidentiel de transition (en fonctions depuis le 25/04/2024)
PREMIER MINISTRE Alix Didier Filis-Aimé (11/11/2024)
SUPERFICIE 28 000 km²
POPULATION (HAB.) 11,7 millions
PIB (MD\$) 26,3 **CRÔISSANCE** - 4 %
CHÔMAGE n. c.
MONNAIE gourde (0,007 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 0,3 (188*)

Une profonde crise politique et sécuritaire dans laquelle s'enfoncent Haïti depuis plusieurs années s'est brutalement aggravée en 2024. Le 29 février, les bandes criminelles qui sèment la terreur dans la région de Port-au-Prince, la capitale, ont uni leurs forces et multiplié les exactions durant plusieurs semaines afin de faire tomber le gouvernement d'Ariel Henry, l'imputable premier ministre de transition, arrivé au pouvoir en juillet 2021, peu après l'assassinat du président Jovenel Moïse.

Dans la nuit du 2 au 3 mars, les gangs ont pris d'assaut deux prisons importantes, libérant plusieurs milliers de détenus. Visé par une série d'attaques, l'aéroport international Toussaint-Louverture est resté fermé pendant près de trois mois, jusqu'à la fin de mai. Cette situation a exacerbé la crise humanitaire dans ce pays caribéen de 11,7 millions d'habitants, où la moitié de la population souffre de « faim aiguë », selon un communiqué du Programme alimentaire mondial publié le 30 septembre.

A intervalles réguliers, l'Organisation des Nations unies (ONU) établit des bilans chiffrés des victimes des bandes surarmées, qui contrôlent 80 % de l'agglomération de Port-au-Prince : « Depuis le début de l'année 2024, (...) plus de 5350 personnes ont été tuées et plus de 2155 autres blessées », soulignait un rapport publié le 23 décembre. Ce bilan encore partiel dépassait déjà le record de 4 789 homicides recensés en 2023. Les gangs ont intensifié leurs attaques durant les derniers mois de l'année, et cette

violence gagne progressivement d'autres régions, comme la basse vallée de l'Artibonite, dans le centre du pays.

Le Bureau intégré des Nations unies en Haïti (Binuh) a, par ailleurs, recensé 438 enlèvements contre demande de rançon au premier trimestre dans l'agglomération de Port-au-Prince et dans le département de l'Artibonite. En raison de cette insécurité galopante, plus de 700 000 personnes sont désormais déplacées dans le pays, contre 310 000 à la fin janvier.

DÉMISSION ROCAMBOLESQUE
Le déploiement de la mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) en Haïti, approuvée en octobre 2023 par le Conseil de sécurité des Nations unies, a débuté avec plusieurs mois de retard. Le premier contingent de 200 policiers kényans est arrivé le 25 juin à Port-au-Prince. A terme, la MMAS, dont le mandat a été prolongé jusqu'en octobre 2025, devrait compter environ 2 500 agents, dont 1 000 Kényans, pour épauler les quelque 10 000 policiers haïtiens.

Fin 2024, ses effectifs étaient encore loin d'être au complet : le Kenya n'a envoyé que 400 hommes, auxquels s'ajoutent une vingtaine d'agents venus de la Jamaïque et du Belize. Le 26 septembre, à la tribune de l'ONU à New York, le président kényan, William Ruto, a déploré le « manque d'équipements, de logistique et de fonds » qui pénalise la MMAS : elle n'avait reçu que 85 millions de dollars (77 millions d'euros) de promesses de dons, alors que son budget annuel est estimé à 600 millions de dollars.

Après la rocambolesque démission d'Ariel Henry, le 11 mars, alors qu'il était empêché de rentrer en Haïti à la suite d'un voyage officiel au Kenya, un conseil présidentiel de transition a été mis en place, le 25 avril, avec pour mission de rétablir l'ordre et d'organiser des élections en 2025. Cet organe de gouvernance collégiale a nommé, en juin, un nouveau premier ministre, Garry Conille. Mais, après plusieurs mois de conflit interne, ce dernier a été limogé, le 9 novembre, puis remplacé par l'homme d'affaires Alix Didier Filis-Aimé.

Pénalisée par ces multiples crises, qui alimentent une émigration massive des classes moyennes ins-truites, l'économie haïtienne s'enfonce dans le marasme. Selon les prévisions du FMI, le PIB du pays le plus pauvre des Amériques devrait ainsi plonger de 4 %, sur fond d'inflation à 29 %. ■

J.-M. HA.